Dans les griffes de l'empire

Chico de Oliveira

Sociologue brésilien.

L'Amérique latine dans la tourmente libérale

Ce texte de Francisco Oliveira est issu d'une conférence récente du prestigieux sociologue brésilien. Il tente de saisir les nouvelles configurations sociales en Amérique latine, suite à l'accélération de la paupérisation et des déstructurations sociales provoquées par « l'externalisation » des économies sous les contraintes de la mondialisation du capital.

Ma source d'inspiration est évidente: il s'agit du livre classique d'Eduardo Galeano Les

Veines ouvertes de l'Amérique latine (1). Ces veines ouvertes peuvent-elles êt re transformées en voies ouvertes pour se libérer, pour réduire les inégalités internes à l'Amérique latine, pour renouer avec le développement économique, pour occuper une nouvelle place dans le monde contemporain. Va-t-il se produire une transformation dialectique des « veines ouvertes » en « voies ouvertes » ou continuerons-nous à lire Borges comme le maître de nos mirages, et le titre de Galeano continuera-t-il à avoir toute sa vigueur?

Il est inutile de répéter de manière inconsistante ce que l'on peut tro u ver, sous une forme originale et suffisante, dans les rapports de la Cepal (Commission économique pour l'Amérique latine): les deux dernières décennies furent marquées par la stagnation, la régression ou, au mieux, dans quelques cas, une croissance médiocre. L'Amérique latine fut « asservie par le néolibéra lisme », quand bien même cet énoncé est quelque peu mystificateur pour ce qui a trait à la dernière période du siècle passé et à celle qui continue aujourd'hui. L'Amérique latine est la région où règne la plus grande inégalité, encore plus grande qu'en Afrique. L'inégalité a augmenté dans nos sociétés entre le début des années 1990 et les premières années du xxiº siècle. Le Mexique et le Brésil, sur ce terrain, n'ont pas connu de changements. En ce qui concerne des sociétés qui, par le passé, étaient plus égalitaires, comme l'Argentine ou l'Uruguay, ces dernières furent projetées vers une « inégalitarisation » radicale.

L'exception à cette réalité est Cuba, dont le progrès mutilé sans cesse par l'impérialisme nord-américain n'a pas pu être mené à bien dans l'ensemble du continent latino-américain dévasté par la stagnation. Cuba doit faire face au risque « du socialisme dans un seul pays », qui serait un anachronisme s'il n'y avait pas l'épopée de sa dignité et les immenses sacrifices de son peuple. Oui, Galeano, nos veines resteront ouvertes, peut-être beaucoup plus que par le passé dans lequel s'enracine cette métaphore. La mondialisation se transforme en une puissante succion, au travers de laquelle le travail des habitants de l'Amérique latine s'écoule vers l'extérieur.

Derrièrele diagnostic général se cachent des spécificités. On peut mentionner la transformation très rapide du Mexique comme principal exportateur, isolé, vers les États-Unis – cela dans le cadre du Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord, ALENA, signé en janvier 1994 entre le Canada, les États-Unis et le Mexique; ce qui n'a pas libéré ce pays du poids de sa dette extérieure et de sa déclaration de défaut au début des années 1990. De cette exportation, n'a nullement résulté la résolution de l'inégalité sociale au sein du pays. On peut faire référence à l'échec fracassant et à l'incroyable involution de l'Argentine, autrefois, dans les débuts du xxe siècle, la cinquième économie la plus importante du monde. Le Chili a connu un développement moins instable à partir de la dictature de Pinochet. Mais, à l'heure de solder les comptes, ses travailleurs doivent avaler la potion amère de la sécurité sociale privatisée.

De toute façon, l'isolement chilien par rapport à l'Amérique latine fait dépendre ce pays presque exclusivement du marché nord-américain. Et, de fait, le Chili a reculé en termes de division sociale du travail. Il est retourné à la condition d'une économie de production de biens primaires, exportatrice, s'appuyant, de plus, sur le bon et vieux cuivre toujours étatisé...

Les économies uruguayenne et paraguayenne souffrent directement de la régression de l'économie argentine et de la politique néolibérale en cours au Brésil; le Mercosur (marché commun réunissant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay; le Chili s'y est associé depuis 1996 et la Bolivie depuis 1997), dans cette situation, n'a pas pu insuffler à ces deux pays un dynamisme. La Colombie s'est transformée en une tragédie. Elle est en train de devenir un non-État et une non-nation. L'Équateur, le Pérou et la Bolivie ont souffert de spasmes si violents que même la science sociale la plus précautionneuse ne se risquerait pas à faire un pronostic: on peut passer, quasi sans médiation, de Sendero Luminoso à Fujimori, et de ce dernier à Toledo; d'expérimentations à la Thatcher en Bolivie, entre autres avec Gonzalo Sanchez de Lozada (élu en 1993, puis à nouveau en août 2002, avant d'être contraint à la démission le 17 octobre 2003) à Evo Morales (dirigeant du Mouvement pour le socialisme – MAS – qui a réuni 30 % des voix aux dernières élections); de la dollarisation imposée au forceps, au récent soulèvement indigène anticapitaliste.

Le Venezuela a connu la corruption la plus diffuse sous la direction du parti le plus social-démocrate qu'ait connu le continent (l'Action démocratique de Carlos Andres Perez, élu à la présidence en 1989 et suspendu en 1993 pour

12 — CONTRE^TEMPS numéro dix — 13

malversations, emprisonné quelques mois). Il fait face, aujourd'hui, de manière quasi quotidienne, aux tentatives de déstabiliser la révolution bolivarienne dont le leader est Hugo Chavez, déstabilisation qui a été jusqu'à une tentative de coup d'État contre la présidence de la République, menée directement par le président de l'association du patronat. Cette situation exprime le fait que, de manière fréquente, la bourgeoisie se passe des institutions politiques et de ses ex-représentants intermédiaires.

Le « miracle de la démocratisation »

Depuis la crise des dictatures, fin des années 1980, un souffle de liberté a parcouru l'Amérique latine. Dans toutes les parties du continent, on a assisté à une relance de la politique sous l'impulsion d'une union des mouvements sociaux, en ascension; d'un syndicalisme rénové (ce fut le cas au Brésil); du maintien de la crise de la dette extérieure; de la création de nouveaux partis de masse ayant une composante de travailleurs, comme l'illustre l'exemple du PT (Parti des travailleurs) au Brésil ou du MAS en Bolivie; de la réconciliation entre des forces démocrates-chrétiennes et social-démocrates au Chili: du rejet populaire de la corruption d'un Carlos Andres Perez au Venezuela et d'une identification massive avec l'idéologie bolivarienne (d'indépendance et de justice sociale); de la fin du bain de sang au Guatemala. Tout cela a abouti au « miracle » de la démocratisation de l'Amérique latine. Et, avec lui, s'est affirmé l'espoir de faire disparaître les expériences néolibérales socialement quasi génocidaires. Pour la première fois dans l'histoire latino-américaine, dans aucun de ses trente-cinq pays n'était en place un régime dictatorial. Il semblait que le mélange grotesque de dictature, de chefs, de tyrans – la plupart du temps brutalement sanguinaires - et de quelques régimes démocratiques avait laissé la place à l'affirmation de la démocratie.

Quelque chose de complètement imprévu s'est produit. Peut-être avions-nous sous-estimé le « sale travail » des dictatures et les destructions ayant miné la structure sociale, ayant stimulé les inégalités, ayant atteint la capacité des États de réguler les conflits et ayant frappé l'identité entre projet national pour les classes dominantes et projet national pour les classes dominées, ayant abouti à une déterritorialisation de la politique qui transforme nos États nationaux en un anachronisme. Une sorte de situation schizophrénique s'était produite. Les bourgeoisies avaient renoncé à un projet national (projet de relative « indépendance » politique proclamée face à l'impérialisme) et, de cette manière, l'espace politique se transformait en passant d'une apparente libération à un confinement pour les classes dominées. En effet, la mondialisation du capital a absorbé la vague de démocratisation de la fin des années 1980 et 1990 avec toute une série de conséquences. Les dictatures avaient réussi à

insérer définitivement les économies de l'Amérique latine dans la financiarisation du capital, lequel diminuait de façon extrême le pouvoir de l'État national dans la nouvelle vague de démocratisation.

La réponse des forces politiques qui ont assumé le pouvoir étatique dans la période post-dictature consista à accélérer le rythme pour mener à bien le travail de financiarisation, essayant d'insérer les différents pays, au travers de diverses formules, dans la trappe d'une mondialisation supposée à caractéristique homogénéisante (qui rapprocherait à long terme la situation des sociétés à l'échelle mondiale). Ainsi, ont disparu les barrières protectionnistes douanières au nom du libre commerce; ainsi, ont été privatisées des entreprises étatiques qui furent les piliers de l'industrialisation (dans des pays comme l'Argentine, le Mexique, le Brésil, l'Uruguay) depuis les années 1940; ainsi furent déréglementés, sous diverses formes, les marchés du travail qui structuraient un « état de bien-être » très précaire. Quelques pays ont été très loin. Le Mexique, par le biais de son intégration à l'Alca, a perdu sa capacité de pratiquer une quelconque politique économique propre ; l'Argentine a tout privatisé et mis en place une dollarisation qui aboutit à éliminer toutes les protections non douanières - annulant la fonction d'un fragile Mercosur - et est arrivée au point d'inscrire dans sa Constitution la parité entre le peso et le dollar, enlevant par conséquent aux électeurs la capacité de gouverner. De la Rua, après Menem, poussa au paroxysme cette désétatisation de la monnaie.

Le Brésil, au cours des deux mandats de quatre ans de Fernando Henrique Cardoso (de 1995 à 2002), a privatisé tout le puissant complexe industriel étatique, à l'exception de Petrobras, au moyen d'une cession de la propriété qui a bouleversé les structures de pouvoir et les relations entre les classes, ainsi que celles qu'elles entretenaient avec la politique. Restait dès lors un important parc industriel privé, miné par l'ouvert u recommerciale indiscriminée et par une ouverture identique aux investissements. Il serait trop long, fastidieux et superflu, face au formidable ensemble de données, d'analyses et d'interprétations de la Cepal, de reconstruire les principaux désastres qui s'expriment au travers des indicateurs économiques les plus courants.

Cette implosion des relations de classes a des conséquences au plan politique. Les tensions sociales se sont radicalisées à un niveau imprévu. Cette implosion exigeait une avancée politique d'une telle ampleur qu'il n'était pas recommandé d'attendre. Les hauts niveaux de chômage et de travail informel rampant déplacèrent du centre de gravité politique auquel elles étaient parvenues les catégories sociales organisées dans le travail formel. L'élection de Luiz Inacio Lula da Silva (en octobre 2002) à la présidence de la République brésilienne n'a pas abouti à une montée du pouvoir syndical comme assise du pouvoir politique du PT. Sa signification est différente. Le chômage et le travail

14 \vdash contre^Tenes numéro dix \vdash 15

informel dans un pays comme le Brésil concernent environ 60 % de la population active – en Argentine, ce pourcentage est encore plus haut – et ont créé une nouvelle classe que le lexique politique de la gauche et de la science sociale est incapable de qualifier: ce ne sont pas des « travailleurs informels », ce sont des chômeurs, mais pas des chômeurs sans emploi; ce ne sont pas des « masses marginales », c'est un *lumpensinat* (par analogie à prolétariat ou à paupériatat), sans reprendre la connotation si dépréciative qu'avait ce terme lorsqu'il était utilisé par Adolphe Thiers.

Pourquoi donc cette dénomination, même si elle est provisoire, est-elle importante? Parce que c'est dans la politique que cette couche peut devenir *lumpen* ou, plus exactement, c'est dans l'antipolitique que cela peut se produire. Autrement dit, virtuellement, sont créées les conditions d'un populisme de caractère néofasciste, pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique latine; puisque l'interprétation du populisme au début de l'industrialisation (en Amérique latine) fut souvent une erreur sociologique et politique.

Cette puissante déstructuration sociale a suscité une implosion dans les rapports de représentation politique. Qui représentent donc aujourd'hui les partis politiques issus des anciennes structures sociales?

Le justicialisme argentin (le péronisme) est divisé entre de puissantes fractions bureaucratiques et, y compris, de type maffieux. Qui représente-t-il? Les piqueteros (les chômeurs organisés)? Demandez-leur! Le Parti des travailleurs au Brésil représente-t-il les 60 % du total des « informels », au Brésil? Les partis politiques traditionnels de Colombie représentent-ils les forces en conflit depuis plus de trente ans (allusion à l'affrontement militaire continu qui marque la vie colombienne depuis la fin des années 1940), une situation qui s'est aggravée avec l'entrée en scène des paramilitaires? Evo Morales du MAS, le nouvel homme des cocaleros (paysans pauvres cultivant la coca), représente une nouveauté effective, parce que les partis boliviens, depuis longtemps, ont perdu leur insertion populaire. Le MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire – parti qui s'est trouvé à la tête de la révolution de 1952, qui aboutit à la nationalisation des mines et à diverses réformes d'envergure) s'est converti en une oligarchie depuis fort longtemps. Le président renversé Sanchez de Lozada était membre du MNR, comme l'est le nouveau, Carlos Mesa Gisbert. Le mouvement indigène d'Équateur (très actif depuis 1994 et représenté entre autres par la Confédération de nationalités indigènes d'Équateur – Conaie –) est aussi une nouveauté et s'inscrit dans le même filon que le processus en cours en Bolivie. Au Pérou, Fujimori représenta une réaction libérale à une situation d'anarchie; mais les fortes structures oligarchiques du pays, qui disposent d'un immense appareil de cooptation, l'ont rapidement intégré et transformé en principal symbole de l'impunité corrompue des vieilles classes dominantes péruviennes. Le président Toledo est arrivé avec dans ses bagages ses études à Harvard et il connaît déjà un processus de perte de crédibilité qui rend son doctorat sans efficacité.

États nationaux et « état d'exception »

La politique institutionnelle tourne en rond dans la mesure où les contraintes et les limites imposées par la mondialisation du capital rendent inutiles et superflues les institutions démocratiques et républicaines. Les banques centrales sont la véritable autorité nationale et ce ne sont pas des institutions démocratiques. Selon la théorie de Carl Schmitt, est souverain celui qui décide de « l'état d'exception ». Et qui en décide entre nous? Les États nationaux se transforment, effectivement, en « état d'exception »: toutes les politiques publiques sont des politiques d'exception. On a presque dollarisé en Argentine pour ceux qui possédaient des dollars et des titres libellés en dollars; on a dollarisé en Équateur avec le même objectif. Au Brésil, on a maintenu une monnaie surévaluée pour attirer des capitaux spéculatifs. De nouveau, le rosaire serait interminable à égrener; toutefois, il est important de signaler que, grâce à ce rosaire, les États nationaux et leur politique se sont transformés en États d'exception et cela dans un double sens. Tout d'abord, ils existent pour protéger les intérêts de la finance de marché. Ensuite, ils maintiennent le gros des populations dans un état d'indigence, d'exceptionnalité, en rendant fonctionnelle la pauvreté, qui est la pire des exceptions.

La politique institutionnelle a attiré les forces populaires les plus transformatrices vers ce qui se structure comme un piège. En effet, ce sont ces nouvelles forces populaires qui sont arrivées finalement au seuil du pouvoir et sont devenues les exécutrices de l'exception: des excédents budgétaires décidés conjointement avec le FMI (allusion à l'accord du gouvernement Lula qui a défini un excédent primaire, donc avant paiement des intérêts de la dette, de 4,25 % du PIB); une accélération de l'intégration à l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques, pilotée par les États-Unis); une soumission à l'OMC; une conversion à un non-contrôle des changes et aux libres échanges commerciaux.

L'Amérique latine a oublié la leçon de l'asymétrie du rapport de force entre le centre et la périphérie. Les bourgeoisies nationales, dans cette configuration de forces, se sont complètement subordonnées aux impératifs de la mondialisation, renonçant à la politique. Elles préfèrent mettre leur confiance dans les dispositifs évoqués par Michel Foucault: dans les procédures limitées au sein des institutions, dans ces automatismes qui annulent la politique.

Le cas brésilien l'illustre à satiété. Comme le gouvernement Lula, qui promettait d'être un gouvernement de transformation, a passé tous les compromis, il n'y a pas d'opposition politique, même pas d'opposition d'un quelconque sec-

16 — CONTRE^TEMPS numéro dix — 17

teur économique. On est donc face au paradoxe suivant: les forces qui gagnent les élections luttent entre elles, alors que les classes dominantes continuent à mettre en œuvre des conflits. La réforme agraire au Brésil en est un exemple. Le MST (Mouvement des paysans sans-terre) cherche à ce que le gouvernement réponde aux nécessaires installations de paysans (mise à disposition de terres et appuis techniques). Le gouvernement s'y refuse, peut-être pas par manque de volonté politique, mais à cause du cadre budgétaire déterminé par l'excédent primaire imposé par le FMI. Et les médias provoquent en exacerbant les éléments du conflit entre le MST et le gouvernement Lula. Il en découle un affaiblissement des deux et les positions contre la réforme agraire commencent à se renforcer.

Peut-on être arrivé au bout de l'agenda néolibéral? Y compris cela doit être mis en question, d'autant plus si l'on prend l'exemple du gouvernement Lula qui approfondit les « réformes » néolibérales. Mais si l'on considérait même que l'agenda néolibéral avait été mené à bon port, la question qui se pose est plus compliquée: que faire pour soigner l'usure organisationnelle profonde des classes laborieuses, pour restaurer le minimum de capacités régulatrices d'un État totalement dévasté? Comment relancer la croissance économique si l'investissement étatique, qui fut décisif pour l'industrialisation de l'Amérique latine, est étranglé par le service pesant des dettes interne et externe? Et encore plus si cet État se trouve sans movens d'agir à cause des privatisations? La confiance dans le marché comme mécanisme efficace d'allocation des ressources doit être mise en question, avec plus de force encore que durant les années dorées de la Cepal (les années 1950 et 1960). Car la distribution des richesses s'est dégradée et, dès lors, les investissements se dirigent seulement vers les secteurs qui répondent aux demandes des classes disposant de hauts revenus, redoublant la concentration perverse qui fut constatée et dénoncée par Celso Furtado.

La croissance économique, avec une redistribution de la richesse chaque fois plus inégalitairement concentrée et sans État comme instrument de régulation d'un projet de transformation, prend les traits d'un bourreau exécutant ses propres promesses.

Ne pouvant agir sur le terrain des politiques de développement, les États nationaux en Amérique latine ne peuvent plus qu'administrer des politiques de mise en action fonctionnelle de la pauvreté pour le système. Il s'agit de politiques d'exception, qui transforment l'État en un État d'exception. Les professionnels du marketing politique ont inventé des termes comme la « bourse scolaire », la « bourse alimentaire », le « premier emploi ». « Faim zéro » est l'expression la plus prétentieuse de toutes. Elle met de plus en lumière le caractère antiuniversel de ces politiques (le projet « Faim zéro » se concentre

sur une fraction de la population, selon les préceptes développés par la Banque mondiale et des agences de l'Onu), alors que les politiques qui stimulaient une redistribution plus grande de la richesse au cours de l'histoire du capitalisme des pays du centre, c'est-à-dire les politiques dites de sécurité sociale, sont annihilées dans les pays de la périphérie par les privatisations et les réformes, véritable escroquerie sémantique.

Comme les forces organisées des travailleurs ont été fortement érodées et ont perdu leur capacité de proposer des politiques alternatives et de les mettre en œuvre ou d'empêcher les contre-réformes, les États nationaux en Amérique latine frisent ce que la littérature politique caractérisait, dans le passé, comme du populisme. Mais cette caractérisation est erronée. Cela dans la mesure où, dans le passé, le populisme signifiait l'inclusion par « la voie passive » de manière autoritaire des classes laborieuses dans la politique. Alors que le néopopulisme (acceptons la formule) recouvreune exclusion des travailleurs de la politique et leur transformation en objets de mesures compensatoires (aides contre la pauvreté). La « masse marginale » s'est transformée, par le biais des politiques qui rendent la pauvreté fonctionnelle, en armée de réserve maintenue (masse de chômeurs, chômeuses et hyper-précaires faisant pression sur les conditions de travail et de reproduction de la force de travail), nécessaire à la gestion des processus les plus primitifs de mise au travail, pour ceux qui obtiennent une place fonctionnelle dans l'accumulation du capital. Évidemment, ce n'est pas la pauvreté qui est à l'origine de cette accumulation. C'est la révolution « moléculaire-digitale » (la révolution des biotechnologies et de l'informatique) dans les pays du centre qui fait de la pauvreté un facteur fonctionnel de l'accumulation du capital. Les économies de l'Amérique latine appartiennent. aujourd'hui, à la famille des « ornithorynques » (Francisco de Oliveira vient de publier sous ce titre un livre analysant la situation au Brésil ainsi que la transformation sociologique du PT), une combinaison arrogante de hauts revenus, de consommation ostentatoire, d'accumulation du capital placée sous le commandement de la révolution « moléculaire-digitale », de pauvreté extrême, de lumpesinat moderne asservi par le capital financier et d'incapacité scientifico-technique à trouver une concrétisation socio-économique. L'Argentine nous a donné l'unique Prix Nobel dans une branche de la science, celle de la physiologie-biologie-médecine. Ce potentiel dort aujourd'hui dans la Recoleta (quartier très riche de Buenos Aires); c'est là que gît ce qui pouvait être une promesse de futur pour la nation.

Pourquoi le défi est-il plus grand aujourd'hui que celui de la période du développementisme qui trouvait dans la brave Cepal son principal porte-parole. Tout d'abord pour une raison stratégique fondamentale. Alors que la situation passée se caractérisait par un « échange inégal » (Samir Amin) entre produc-

18 \vdash contre^Tenes numéro dix \vdash 19

teurs de matières premières (Amérique latine) et producteurs de biens manufacturiers (le centre dynamique) – situation qui pouvait être contrecarrée par l'industrialisation, option par excellence de la Cepal -, la mondialisation actuelle est, avant tout, celle du système financier. La plus importante contradiction ne réside pas dans le fait que ce sont les transnationales elles-mêmes qui sont présentes dans le processus d'industrialisation de substitution d'importations – ce qui aggrave la dépendance financière et constitue l'un de ses éléments structurants. Elle réside dans la monnaie mondialisée, dans le dollar et l'euro (dans une moindre mesure pour ce dernier) qui sont les éléments qui constituent les deux bouts de la boucle du fonctionnement des économies latino-américaines de la périphérie. En d'autres termes, ce qui finance l'activité productive latino-américaine, c'est la monnaie internationale et il n'y a pas « d'industrialisation substitutive » de la monnaie internationale. Dans ce cas, le remède tue (allusion à la volonté d'assurer le flux de devises en accrochant une monnaie au dollar, en élevant les taux d'intérêt, en libéralisant, ect.). L'équation de la dépendance est plus complexe et sa solution aussi.

Sortir de la contrainte impérialiste

Étant donné les conditions rapidement énoncées, les nouvelles revendications sont plus radicales. Le renversement de Sanchez de Lozada par une puissante union du mouvement des *cocaleros* avec le mouvement indigéniste et la centrale ouvrière bolivienne (COB) – c'est-à-dire presqu'une répétition de la révolution de juin 1951 qui avait porté au pouvoir Victor Paz Estenssoro du MNR, avec l'appui des mineurs et des paysans –, indique que la Bolivie traverse une situation révolutionnaire. Les forces et les mouvements qui ont renversé Sanchez de Lozada ont été contraints de se positionner hors des frontières du système: Felipe Quispe (dirigeant Aymara, très actif dans la ville d'El Alto et secrétaire de la centrale syndicale des travailleurs paysans de Bolivie) l'a compris de façon lucide. Ce mouvement sera-t-il à la hauteur? La stagnation générale et un certain recul en Amérique latine créeront-ils les conditions pour circonvenir l'audace des classes laborieuses en Bolivie? L'isolement de Cuba nous oblige à réfléchir à deux fois avant de célébrer une victoire; il faut tirer une conclusion: la victoire n'est qu'un commencement.

La victoire du gouvernement de Lula constitue un autre cas qui doit servir d'avertissement. Elle peut susciter l'illusion de l'hégémonie des forces laborieuses. Néanmoins, si l'on analyse l'action présidentielle, la vérité pourrait se trouver dans le camp opposé. Toute la longue accumulation des mouvements sociaux brésiliens, y compris le propre mouvement syndical duquel Lula a émergé, a produit une quasi-hégémonie, selon les termes mêmes de Gramsci: une direction légitime des mouvements de la société, accompagnée d'un rejet

de la mondialisation qui soumet le pays, de la dénonciation de la dégradation de l'environnement, du manque d'éthique en politique, de la forte dérégulation des structures du marché du travail; et cela s'appuyant sur une volonté déclarée de sécurité sociale qui balaie l'incapacité chronique de l'économie à produire les emplois nécessaires, sur un combat contre le clientélisme et le népotisme des élites politiques traditionnelles, pour une distribution de la richesse qui permet de sortir le Brésil de cette position obscène faisant de lui la quatrième des sociétés parmi les plus inégalitaires de la planète capitaliste. Le gouvernement de Lula contredit, en pratique, cette quasi-hégémonie. Au contraire, il accepte de refaire tout ce qu'il a combattu. Afin que nous ne tombions pas dans le registre d'une simple dénonciation morale, qui certes continue d'être nécessaire et continuera à être un élément de la politique, il est urgent d'approfondir les causes structurelles de telles déviations.

Au-delà des particularités de nos pays, qui indiquent diverses voies possibles pour l'Amérique latine, il y a un trait structurel qui, une fois de plus, met en relief une possible communauté de nations, de peuples, d'ethnies, de culture s dans ce continent. Dans le passé, notre colonisation ibérique (organisée par l'Espagne et le Portugal) a abouti à la destruction de nos cultures autochtones; puis il y a eu l'impérialisme anglais et, par la suite, nord-américain. Actuellement, la mondialisation du capital est un phénomène nouveau qui conduit à annihiler les classes sociales historiques qui ont construit notre propre et précaire histoire. Y compris cette histoire qui fit de nos classes dominantes, de façon volontaire ou involontaire, les agents de la domination, une domination implacable dans la majeure partie des cas et brutale dans d'autre s. La mondialisation liquide tout cela. Cette mondialisation, dont le nom le plus approprié est la virtualité impériale des États-Unis s'exprime au travers de deux puissantes tendances.

La première réside dans la dénationalisation de la politique et la seconde dans la dépolitisation de l'économie; ce qui en termes juridiques est nommé: déterritorialisation de la politique et judiciarisation de la marchandise. Par le premier terme, il faut entendre la supra-territorialité des politiques financières, monétaires, budgétaires, de commerce extérieur, de droit de patentes et de propriété intellectuelle. En d'autres mots, il s'agit du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement et de l'Organisation mondiale du commerce. Cela signifie que les politiques nationales sont soumises, réglementées, dirigées, surveillées par les macropolitiques de la mondialisation.

C'est la perte de l'autonomie des États nationaux. Les monnaies nationales sont une fiction. Les politiques budgétaires sont fixées de l'extérieur et le non-respect des normes implique des pénalités. On établit les dépenses, leur

20 — contre^temps numéro dix — 21

ampleur comme leurs allocations particulières. Il est déconseillé de faire des dépenses « libérales » pour ce qui a trait au personnel des services publics. Les « marchés » réagissent, disqualifiant l'action des gouvernements (sortie de capitaux, exigence de taux d'intérêt plus élevés pour opérer des prêts, etc.). Les agences de notations, qui mesurent les risques encourus par les entreprises privées, font monter ou descendre ledit « risque-pays » (ce qui joue un rôle important pour la fixation des taux d'intérêt). Avec cet instrument, elles détournent les investisseurs, stimulent la fuite ou l'entrée de capitaux, (dé) valorisent les titres de la dette des pays sans que rien ne se soit passé à court terme dans l'évolution des comptes extérieurs: ce sont les prophéties auto-réalisantes des marchés. Des niches spécifiques de commerce, de finance internationale, de droits de patente, de propriété intellectuelle sont établies par l'OMC de manière telle qu'elles ne peuvent pas êt re appliquées aux pays aujourd'hui émergents ou submergés si cela est l'humeur des marchés.

La judiciarisation des marchandises est un mouvement plus mortel. Puisqu'elles intègrent, en elles, leur propre législation qui fait fi des législations nationales. Le cas le plus trivial est devant nous lorsque l'on rent re à la maison avec une bande vidéo et aujourd'hui un DVD: sur ces produits on peut lire, avant de les voir, les conditions à remplir pour l'usage de telles « propriétés » (droits de propriété intellectuelle). Il y a une supermarchandise: selon Marx, lorsque le consommateur achète une marchandise, il est propriétaire de sa valeur d'usage. Aujourd'hui, la valeur d'usage continue à être la propriété du vendeur : le consommateur ne peut pas donner à ce qu'il a acheté l'usage qu'il lui plaît. De fait, il v a une modification dans la propriété capitaliste. Le plus grave se produit dans le domaine des biens pharmaceutiques. Par exemple, les pays ne peuvent pas tenter d'utiliser des médicaments sans paver les droits de patentes et, y compris, dans ce cas, de respecter les conditions d'usage qui conviennent aux « propriétaires ». Le cas des médicaments antisida est une belle exception dont le développement doit être examiné à la lumière de tous les autres cas.

Les transgéniques portent dans leurs nouveaux codes génétiques le veto suivant: ils ne peuvent être choisis par les citoyens qui les utilisent: ces dernières graines transgéniques ne peuvent devenir semence et la marchandise réduit la diversité à un élément unique, ce qui a été dénoncé par Vandana Shiva, annulant de la sorte le potentiel culturel, technique et scientifique des productions indigènes. L'image constitue un élément final de la judiciarisation de la marchandise. Les droits sur l'image, en dernière instance, font perd re la valeur d'usage d'un simple regard humain: on ne peut regarder que si l'on paie. S'instaure de la sorte, le monde de la cécité virtuelle.

Toutefois, c'est la mise à l'écart scientifico-technique de nos pays qui représente un danger supplémentaire. L'entrée dans le nouveau paradigme moléculaire-digital s'est effectuée avec la mondialisation. Et cette dernière, en finançant nos économies et les États nationaux, a transformé l'épargne interne insuffisante de nos pays pour financer les investissements des pays du centre. Notre dépendance s'est transformée en une insertion dans les circuits de valorisation externes, même si la réalisation de la valeur est interne (vente sur les marchés de la périphérie des biens durables contrôlés par les transnationales du centre). Cela nous oblige à suivre les modes de consommation que Celso Furtado a déjà dénoncés. Et, au-delà, cela nous contraint à des investissements et à une mise à l'écart, bien que nos systèmes de production, liés à la deuxième révolution industrielle, aient déjà été insuffisants. De là découle cette tragi-comédie actuelle qui fait que des indigènes (Amérindiens) et des habitants des bidonvilles sont accrochés à leurs téléphones portables alors qu'ils souffrent de la faim.

Nouvelles « révolutions démocratiques »

Tout ce processus conduit à une certaine obsolescence des classes sociales classiques. Les dominants, qui n'ont jamais fait une véritable révolution bourgeoise, ne peuvent maintenant aspirer à rien. Les dominés ont été écrasés par les révolutions scientifico-techniques, par la mondialisation, par les restructurations productives et par l'absence d'un adversaire national, qui n'utilise déjà plus les médiations des institutions politiques représentatives, puisqu'il n'a plus rien à représenter. Et, s'il n'existe plus de représentation, à quoi peut servir la politique? Et, s'il n'existe plus d'État national, à quoi peut servir la conquête du pouvoir?

Les États latino-américains sont contraints à effectuer une révolution démocratique qui se transcende elle-même, qui ne signifie donc pas adopter simplement les règles de la démocratie formelle. Cette dernière s'est transformée en une panacée, en une négation de son historicité. Une révolution démocratique effective commence par redistribuer sérieusement la richesse, frappant un coup fort contre l'obscène inégalité latino-américaine. Devant l'impossibilité de suivre la politique des classes traditionnelles; il s'agit de dépasser cette révolution pour poser, dans la pratique, une politique de citoyenneté de classe. Tous les processus en cours en Amérique latine indiquent cette radicalité. Prenons le cas argentin. On ne peut avoir confiance dans la restauration de la normalité, même si l'action de Nestor Kirchner (actuel président argentin venant du péronisme – Pa rti justiciable – et élu par défaut, après le retrait de Menem) a surpris le scepticisme des Argentins et le nôtre. Mais cette restauration de la normalité ne conduira pas très loin ce grand pays austral qu'est l'Argentine.

22 \vdash contre^Temps numéro dix \vdash 23

Dans le cas du Brésil, il faut démythifier le mythe Lula et remettre la politique au niveau des organisations populaires. Il faut s'opposer aux risques d'une « priisation » du PT (référence à l'institutionnalisation du Parti de la Révolution Institutionnelle du Mexique – PRI). Le cas vénézuélien nous indique les limites de la démocratie formelle, au même titre que d'autres cas. Et aujourd'hui, la Bolivie nous interroge à nouveau avec les limites qui s'expriment.

En vérité, il existe plusieurs orientations pour l'Amérique latine. Et les réduire à une forme unique, comme cela fut fait par le passé, serait une faute grave. Mais, toutes ces voies passent par une démocratisation radicale visant à élargir l'influence des masses sur les grands processus, au-delà du rejet de ce que la mondialisation a imposé aux classes traditionnelles. L'activité intellectuelle et académique a pour missions d'interpréter, avec urgence, les situations nouvelles. Et cela non pas pour se substituer aux acteurs réels mais pour les aider dans le processus devant forger une nouvelle identité dépassant les limites des classes et des États nationaux tels qu'on le perçoit dans la conjoncture présente.

18 octobre 2003

 Voir, pour sa traduction française, Éditions Plon, coll. « Terres humaines », réd., traduction À l'encontre (www.alencontre.org).

Dans les griffes de l'empire

Claudio Katz

Économiste, université de Buenos Aires, membre du cercle des Économistes de gauche.

Au-delà du néolibéralisme

L'application des politiques néolibérales en Amérique latine aboutit depuis la fin des années 1990 à une explosion de luttes populaires, au renversement de plusieurs gouvernements par la rue, à des victoires électorales de la gauche. Cette explosivité et cette polarisation des rapports sociaux remettent avec force à l'ord re du jour la question des alternatives politiques et des forces capables de les porter. L'économiste argentin Claudio Katz dresse le tableau des tendances à l'œuvre et des contradictions à résoudre.

Quel est le bilan du néolibéralisme en Amérique latine? A-t-il triomphé en s'imposant à des gouvernements les plus divers? A-t-il échoué en provoquant le rejet de l'ensemble de la population? La réponse dépend de l'élément que l'on privilégie dans la définition du néolibéralisme, dans la mesure où ce modèle de domination capitaliste recouvre une pratique économique, un projet d'accumulation et également une offensive sociale visant à faire plier les travailleurs et à mettre en place des régimes politiques autoritaires. Il faut analyser ce qui s'est produit sur ces quatre terrains lors de la dernière décennie pour saisir le tournant antilibéral qui se produit actuellement.

La zone de libre échange des Amériques (Alca) et la dette

Même si l'engouement des classes dominantes pour les privatisations, l'ouverture et la dérégulation a faibli ces dernières années, la doctrine néolibérale continue à inspirer la politique économique de l'establishment sur les deux terrains stratégiques: l'ALCA (Zone de libre échange des Amériques) et la dette extérieure.

Les tractations pour définir une zone de libre commerce visent à accroître les exportations nord-américaines vers la région avec, en contrepartie, une plus grande ouverture du marché des États-Unis aux exportateurs latino-américains. Mais les deux partenaires n'ont pas du tout le même poids. La première puissance fait pression sur les gouvernements de son « arrière-cour » pour qu'ils réduisent les tarifs douaniers sur l'industrie, les services et la propriété intellectuelle. En contrepartie, elle offre des concessions très limitées sur le terrain des subsides à l'agriculture et des barrières douanières.

24 — contre^Temps numéro dix — 25